

Une invitation

Les cœurs des partisans du Cabinet sont légers et délicats — la moindre chose les fait s'envoler dans les airs, et la moindre chose les rassure et les ramène se poser dans les poitrines. Ils entendirent parler de la crise ministérielle et s'envolèrent avec le vent, consumés par la panique et l'alarme au-delà de toute mesure. Puis ils apprirent que le Premier ministre avait préféré la présidence du Conseil à la direction de la majorité parlementaire, et les voilà qui revinrent dans les poitrines, se nichant entre les côtes. Depuis hier ils battent d'un rythme calme et mesuré, maintenant que l'ivresse de la joie et de la gaieté, l'allégresse de la satisfaction et du contentement, s'est dissipée. Les cœurs des ministres sont, selon toute vraisemblance, plus stables et plus lourds que les cœurs de leurs partisans — ils ne s'envolent pas pour des riens, et ne se posent pas sur des illusions et des rêves. Il est donc fort probable que les cœurs des ministres ne se sont pas encore apaisés et stabilisés comme se sont apaisés et stabilisés les cœurs de leurs partisans. Car l'illusion suffit à satisfaire les partisans du Cabinet, mais est loin de pouvoir satisfaire les ministres. Les ministres savent pertinemment, dans leurs moments de solitude, que la crise n'a été ni résolue ni dissipée — le Premier ministre n'a fait que l'ouvrir, et elle poursuit son chemin, s'intensifiant de jour en jour et se compliquant de temps à autre jusqu'à atteindre cette impasse qui ne laisse plus de place aux échanges et aux concessions, ni à l'invocation des avis des médecins tantôt en faveur de la démission et tantôt en faveur du maintien.

Malgré tout cela, les cœurs des partisans du Cabinet sont calmes et stabilisés depuis hier, et ils se sont retournés vers un appel sur lequel il vaut la peine de s'arrêter un instant — non pas parce qu'il mérite qu'on s'y arrête, mais parce qu'il est de nature à provoquer le rire et à distraire les gens, ne fût-ce qu'un moment, des terreurs et des angoisses de la crise qui les préoccupent. Car le journal du Ministère appelle aujourd'hui à l'action maintenant que la crise est passée, et le journal du Ministère reconnaît que la vie égyptienne est remplie de mal et de danger, et qu'elle a besoin de la coopération de tous pour la réformer et pour écarter les calamités qui ont frappé et celles qui menacent de frapper. Et après tout cela, le journal du Ministère demande à tout le monde de soumettre au Cabinet les remèdes qu'ils jugent appropriés pour ces maux — assurant ses lecteurs, et peut-être dans cette assurance s'inspirant de quelque révélation, que le Cabinet accordera à ces propositions l'attention qui leur est due, leur donnera la considération qu'elles méritent, et n'hésitera pas à accepter celles d'entre elles qui s'avéreront bénéfiques. Nous acceptons donc cette invitation, y répondons, et nous présentons au Cabinet la proposition que nous jugeons la plus bénéfique et la plus utile pour soulever de la vie égyptienne le mal dont elle souffre à présent, et pour écarter les calamités et les malheurs auxquels la vie égyptienne sera exposée demain.

Nous assurons le Cabinet et ses partisans que nous sommes entièrement sincères, entièrement bien intentionnés, entièrement convaincus de la véracité de ce que nous disons et de l'utilité de la proposition que nous soumettons. Nous assurons le Cabinet et ses partisans que l'acceptation de cette proposition est beaucoup plus facile qu'ils ne l'imaginent — et que s'ils l'acceptent maintenant, ils se soulageront eux-mêmes et soulageront le peuple de lourds fardeaux que leurs épaules fragiles ne seront jamais assez solides pour porter ; et que s'ils ne l'acceptent pas maintenant de leur plein gré, les circonstances les contraindront à l'accepter contre leur gré.

Cette proposition est que le Premier ministre soumette la démission du Cabinet à Sa Majesté le Roi. Car le maintien du Cabinet à lui seul est — à notre connaissance et à la connaissance de tous les Égyptiens, à l'exception des ministres et de leurs partisans, qui sont peu nombreux et qui savent peut-être à ce sujet autant que nous — la source des calamités, tant celles qui ont déjà frappé l'Égypte que celles qui menacent de la frapper. Et il n'est pas d'autre moyen d'effacer le mal qu'en effaçant les causes qui l'ont engendré et l'ont imposé au pays par la force.

Le Premier ministre sait pertinemment, et ses partisans savent pertinemment avec lui, que le Cabinet actuel a échoué en tout : il a échoué dans la conduite de la politique, il a échoué dans la gestion de l'économie, et il a échoué dans la protection de la sécurité et de l'ordre. Il arriva au pouvoir pour éradiquer le Wafd, et n'a fait qu'accroître la force et le soutien dont jouit le Wafd. Et quoi que le Premier ministre et ses partisans puissent dire au peuple que le Wafd s'est affaibli et est au bord de l'extinction, le Premier ministre et ses partisans démontrent à chaque instant qu'affaiblir le Wafd — sans parler de le détruire et de l'éradiquer — est quelque chose d'irréalisable : les forces s'y épuisent si nombreuses soient-elles, les efforts s'y consumèrent si intenses soient-ils, et les gouvernements y tombent quels que soient leurs partisans et si longue que soit leur durée. C'est là quelque chose que sait le Premier ministre, et que savent également ses adversaires et ses amis sans exception, et ils n'en doutent pas le moins du monde.

Il arriva au pouvoir pour conclure un traité entre l'Égypte et l'Angleterre — et pourtant il repoussa la perspective d'un tel traité aussi loin que possible, l'ajourna de bon gré ou de mauvais gré, étendit sur l'Égypte au profit des Britanniques une autorité qu'ils n'avaient pas auparavant, et réalisa pour les Britanniques en Égypte des ambitions dont ils n'avaient pas rêvé de voir la réalisation. Il arriva au pouvoir pour gérer l'économie et les finances d'une manière inégalée par les cabinets précédents — et il réussit en effet d'une manière inégalée par les cabinets précédents, étendant sur les vies du peuple le règne de la faim, de la privation et de la pauvreté d'une manière rivalisée seulement par le règne des Britanniques sur la vie politique. Il arriva au pouvoir pour effacer le désordre et protéger l'ordre, pour prévenir l'effusion de sang et la destruction des vies — et il réussit à instaurer un état de choses où les crimes, et les crimes de meurtre en particulier, se comptent par dizaines chaque semaine ; et où le Directeur de la sécurité publique fut récompensé d'une augmentation de traitement malgré tout cela, puis transféré — de son plein gré ou sous la contrainte — vers un poste qui rompt tout lien entre lui et les questions de sécurité.

Pour tout cela le Cabinet réussit, et par tout cela le Cabinet corrompt les opinions du peuple sur la politique, l'économie et la sécurité. Le Cabinet donna au peuple toutes les raisons de douter de la capacité de l'autorité à gérer la politique, l'économie et la sécurité. Le Cabinet remplit les cœurs du peuple de doutes sur la valeur des choses, et d'indifférence envers ce à quoi il tenait jadis — et le Cabinet poussa tous les habitants de l'Égypte vers cette vie misérable dans laquelle ils ne se sentent en sécurité de rien, ne font confiance à rien, et ne peuvent attendre d'elle, si elle se prolonge, que le mal et l'iniquité.

Si cela est vrai — et il n'est pas un seul Égyptien qui en doute — alors la seule proposition que les Égyptiens puissent soumettre au Cabinet pour réformer la situation est que le Cabinet démissionne, et que l'Égypte se voie restituer ses propres affaires à gérer comme elle l'entend, libre et souveraine, assumant la responsabilité de ce qu'elle fait — sans céder à cela dans la soumission, ni s'y courber malgré elle et contre son gré sous la force du fer et du feu.

Si le journal du Ministère est sincère dans ce qu'il prétend — que le Cabinet accordera toute l'attention voulue à toute proposition qui lui sera soumise pour la réforme de la situation — alors nous voilà qui lui soumettons cette proposition, sincères bien-voulants envers le Cabinet et envers la nation, serviteurs fidèles du Cabinet et du pays. Nous verrons s'il l'accepte ou la rejette — que Dieu nous pardonne — non, nous sommes en réalité convaincus qu'il la rejettera, jusqu'à ce que les circonstances le contraignent à l'accepter et l'y acculer inéluctablement, que ce soit dans quelques jours ou dans quelques semaines.

Kawkab al-Sharq, 11 septembre 1933.